



invest-export.brussels 



Mise à jour : Novembre 2015

Uruguay

Secteurs à haut potentiel Recommandations

Attaché économique et commercial
Jimena VILLAR

Contacts:

bruplata@adinet.com.uy

montevideo@brusselsinvestexport.com

www.brussels-in-uruguay.com

00 598 2 628 07 28 (ou 92 88)



Secteurs à haut potentiel

Idéalement situé au cœur du Mercosur, doté d'un gouvernement stable et ouvert aux échanges, l'Uruguay ambitionne de devenir la porte d'entrée d'un grand marché dépassant ses frontières. Son marché interne reste étroit, mais l'inéluctable intégration régionale en fait une plateforme intéressante pour desservir l'économie de ses puissants voisins. Ces zones franches et le port libre offrent d'intéressantes opportunités pour toute société souhaitant pénétrer le marché Brésilien, Argentin, Paraguayen ou Chilien.

L'économie uruguayenne a bénéficié d'expansion pendant onze années consécutives (6 % en moyenne) grâce à un contexte externe très favorable pour cette économie agro-exportatrice mais aussi à un environnement macro-économique stable et crédible qui lui a permis d'attirer d'importants flux de capitaux. L'économie uruguayenne a progressé de 4,4 % en 2013 et de 3,5% en 2014. Le PIB par habitant de l'Uruguay (16 421 USD) est l'un des plus élevés d'Amérique du Sud.

L'environnement macro-économique stable et le climat d'investissement continuent à attirer des projets d'investissement (IDE à 16% du PIB). Les indicateurs sociaux attestent du succès de l'Uruguay pour favoriser une croissance économique forte et inclusive. Le nouveau gouvernement en fonctions depuis mars 2015 devra faire face au défi de stimuler les investissements dans les infrastructures et maîtriser l'inflation.

L'économie uruguayenne qui a eu une performance remarquable la dernière décennie est affectée par le ralentissement économique en Chine et la récession au Brésil.

Le gouvernement prévoit un ralentissement de l'activité en 2015. En particulier, après l'augmentation de 3,5% en 2014, la croissance du PIB réel devrait atteindre 2,5% en 2015, 2,0% en 2016, 2,75 en 2017 et 3% de 2018 à 2019.

En tout cas, la croissance prévue est beaucoup plus élevée qu'en Argentine, le Brésil et de nombreux autres pays d'Amérique latine.

La prospérité du pays s'inscrit dans l'intégration régionale et l'ouverture ; à ce titre, l'Uruguay appuie l'ambition d'un accord d'association UE-Mercosur depuis 16 ans. Le président Vazquez a réaffirmé récemment l'engagement du Mercosur à un échange d'offres d'ici la fin de 2015 et a déclaré que le Mercosur négocierait en tant que bloc.

Une réunion de négociateurs en chef de l'UE- Mercosur devrait avoir lieu à Asunción en Octobre 2015.

Atouts de l'Uruguay :

- la stabilité sociale et politique, un des plus élevés en Amérique latine
- la sécurité Physique et Juridique
- Poursuite de la croissance économique et l'investissement, malgré la crise mondiale.
- Un régime attrayant promotion de l'investissement.
- Un régime de zones franches attrayant aussi bien de logistique et des biens que de services, les ports francs et l'aéroport libre.
- La situation géographique et un accès facile au Mercosur, une zone de libre-échange de plus de U \$ S 2 milliards de dollars (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay et Venezuela).
- L'accès au Mercosur avec des avantages tarifaires pour l'achèvement, l'assemblage, la production ou valeur ajoutée aux produits destinés à être exportés vers le bloc en exonération totale de droits de douane avec un certificat d'origine Uruguay.
- Les dispositions particulières comme l'admission temporaire (AT - exonération totale de taxes sur matières premières utilisée pour le traitement de produits destinés à l'exportation)
- Main d'œuvre qualifiée et multilingue.
- Excellentes infrastructures portuaires dans le port de Montevideo

Le tissu économique uruguayen est basé sur l'agriculture, l'élevage, l'industrie, le commerce, les services bancaires et le tourisme.

Les secteurs de l'économie uruguayenne qui offrent des opportunités d'affaires avec la Belgique sont :

- La construction, infrastructures & transports
- Le secteur agro-alimentaire
- Logistique
- Energies renouvelables
- Environnement
- Secteur médical

Construction

Au cours des dernières années, la construction a montré un fort dynamisme, affichant des données record en 2012-2013 aussi bien en investissements qu'en main-d'œuvre employée. Cette augmentation découle de travaux publics au moyen de terminaux portuaires (Montevideo, Nueva Palmira), bâtiments (hôtels et édifices haut de gamme) associés au tourisme, logements sociaux et l'investissement privé d'envergure de grandes sociétés industrielles dans le secteur de la cellulose.

L'Uruguay est devant un sérieux problème d'infrastructure et de logistique et n'arrive pas à soutenir l'expansion vigoureuse de l'économie. Un vaste programme de développement dans le domaine de l'infrastructure offre des opportunités intéressantes dans la construction et le développement des services publics d'infrastructure. Les besoins d'investissement en infrastructure routière sont importants, en raison du retard actuel. Les ressources devraient être triplées et l'Uruguay devrait investir plus de 2.500 millions pour combler les retards en maintenance et infrastructure additionnelle. Il faut aussi reconstruire les chemins de fer et développer les ports.

Le secteur de la construction présente de nombreuses opportunités pour les entreprises actives dans la construction et aussi les fournisseurs de nouvelles technologies, matériaux et équipements. Les sociétés de consultance et d'ingénierie proposant des solutions pour améliorer la productivité, assurer la

qualité et la durabilité des projets, l'analyse des risques des grands projets d'infrastructure ou de construction et le contrôle technique ont aussi trouvé des débouchés dans le pays ces dernières années. Des opportunités intéressantes s'ouvrent suite à des nouveautés dans le cadre réglementaire national :

- -La loi de Partenariat Public-Privé qui offre des exonérations fiscales et établit un cadre pour les investissements dans les infrastructures par le biais de coentreprises.
Cette loi ouvre des possibilités dans les travaux routiers, ferroviaires, portuaires, aéroportuaires, les infrastructures, l'énergie, disposition et le traitement de déchets et l'infrastructure sociale.
- -La loi 18795 qui favorise l'investissement dans la construction de logements sociaux (pour faible et moyens revenus) grâce à des exonérations fiscales importantes. En vertu de cette loi, de nombreux projets se sont présentés et permettront la construction de plus de 4.000 foyers.

Dans les prochaines années, il y aura d'importants développements dans le domaine de l'infrastructure.

Le plan d'infrastructure quinquennal récemment annoncé permettra d'améliorer l'investissement public à partir de 2016.

Dans les prochaines années, l'Uruguay recevra environ 900 millions \$ pour réaliser des projets financés par ces institutions multilatérales comme la Banque mondiale, les Nations Unies, la Banque interaméricaine de développement (BID), banque de développement d'Amérique Latine (CAF). Cette coopération se concentrera sur les domaines stratégiques suivants: secteur de l'eau et des ressources en eau, énergie, recherche et développement, environnement, transport, développement social, gestion du secteur public.

Simultanément, le gouvernement de l'Uruguay a prévu un budget pour 12 millions \$ destinés à son plan national d'investissement entre 2015 et 2019. Le

plan se concentrera principalement sur l'énergie (4.200 millions \$), les transports (360 millions \$ alloué pour la réactivation de la ligne de chemin de fer), les questions sociales, le logement et l'alimentation en eau (550 millions \$).

Infrastructures :

Les ressources devraient être triplées par rapport à aujourd'hui et l'Uruguay aura besoin d'investir 1300 millions pour combler les retards dans les routes, construire les chemins de fer et développer les ports.

Routes : plus de 50 % du réseau routier national est mauvaise ou moyenne qualité. Seulement 15% du réseau départemental est entretenu ou amélioré.

Ports : un investissement de l'ordre de 1,733.7 millions de dollars dans l'ensemble des ports uruguayens seraient nécessaire entre 2015 et 2030. Montevideo avec 855,5 millions de dollars et Nueva Palmira 517 millions de dollars.

- Le terminal international de pêche de Capurro :

Ce projet comprend la construction et l'exploitation de quais d'une longueur totale de 1006 mètres pour les bateaux de pêche industrielle. Les travaux commenceront début 2016 et l'investissement sera de 93 millions de USD. Les navires de pêche espagnols, coréens et chinois venant au port de Montevideo est en augmentation.

- Le port d'eaux profondes de Rocha :

D'après les études officielles pour 2020, la capacité de décharge de grains sera saturée à Montevideo. L'Uruguay a besoin d'un port d'eaux profondes pour capturer le mouvement de pétrole, les carburants et grains provenant de l'hidrovía du Paraguay -Paraná.

Cependant, le port d'eau «profondes» de Rocha est fortement liée à la confirmation de l'investissement en extraction de minerais de fer Aratirí et du pipeline qui transporterait le fer jusqu' à ce nouveau port. Le projet minier est actuellement sous révision et donc le projet de Rocha a perdu son élan.

- Construction terminal pour le maniement de lubrifiants, carburants, éthanol et bio diesel groupe Christophersen. Ce projet retardé par besoin de l'accord de l'Argentine (car il se situe sur le fleuve Uruguay).
- -onstruction d'un terminal d'ensilage (grains), groupe ADM. Ce dernier est aussi retardé par besoin d'accord de l'Argentine (car il se situe aussi sur le fleuve Uruguay).
- Concession de terminal céréalier : le gouvernement uruguayen a annoncé récemment l'appel à manifestation d'intérêt pour la concession des terminaux céréaliers du port de Fray Bentos et du port de Paysandú. Les terminaux sont sur les fleuves qui relient le Paraguay, le sud du Brésil et l'Uruguay avec l'océan Atlantique. Ils sont utilisés pour le stockage, le conditionnement et le transport des céréales et dérivés. À ce jour, Fray Bentos possède une usine pour le séchage et le conditionnement des grains, avec une capacité de stockage de 20.500 tonnes. Le volume expédié en 2013 était au-delà de 151.000 tonnes.

Ferroviaire :

Il y a six lignes identifiées comme potentiellement rentables. Le train a une chance si elle devient une entreprise de logistique. Les routes ont besoin d'investissements d'au moins 975 millions de dollars. Et il faut construire de nouvelles branches notamment une nouvelle qui desservirait le projet de nouveau port d'eau profondes de Rocha. Dans le domaine des transports, la société TRANSURB TECHNIRAIL a noué un partenariat avec les Chemins de fer Uruguayens (AFE), afin de participer à la remise en état des chemins de fer uruguayens ainsi que le transport de fret (principalement de bois). Le Ministère des transports et travaux publics a lancé l'appel à PPP (Participation publique

privée) pour la reconstruction de la section Algorta - Fray Bentos. Le programme de coopération du Mercosur FOCEM 1 (Pintado - Rivera) est dans sa deuxième étape est en cours d'exécution.

Le FOCEM 2 (Algorta - Salto) est dans le processus de décision. Les travaux devraient commencer prochainement.

Nouvel acteur : Servicios logísticos ferroviarios (SLF).

SLF a été créé en 2011 et s'occupe du transport de fret et de passagers, c'est une société de droit privé. 51% de cette société appartient à l'Administration d'Etat des chemins de fer (AFE) et le reste à la Corporation nationale de développement (CND). Elle est en fonctionnement depuis juillet 2015.

En décembre 2014 la CAF (Banque de développement d'Amérique Latine) a approuvé un prêt de 45 million pour SLF

CAF a déclaré que l'argent serait utilisé pour acheter du matériel roulant, réhabiliter locomotives et wagons, et intégrer la technologie dans le système ferroviaire.

Les besoins immédiats de SLF, où des firmes belges pourraient proposer une collaboration sont les suivants :

- La modernisation, réparation, rénovation de l'équipement existant.
- La formation de conducteurs et atelier d'entretien
- L'intégration de technologies dans le système ferroviaire (suivit de locomotrices et wagons) et suivit du fret,
- L'implémentation de systèmes de gestion,
- Partage duknow how en port secs et transport multimodal.

Par rapport aux achats immédiats de SFL en matériel roulant ils ont besoin de wagons conçus pour le transport alimentaire tels que le soja et le riz (trémies fermées).

Agro-alimentaire

L'Uruguay se situe dans les premiers pays du monde en termes de superficie par habitant dédiée à la production naturelle. Les activités du secteur agricole et agro-alimentaire, basée en l'abondance des ressources naturelles jouent un rôle fondamental dans l'approvisionnement des matières premières pour l'industrie.

Plus de 50% de la valeur ajoutée industrielle et plus de 60% de l'emploi industriel se concentre dans les branches industrielles de transformation de matières premières agricoles et alimentaires.

L'importance décisive du secteur agro-alimentaire en Uruguay est clairement reflétée à travers de l'information suivante : 75% des exportations totales du pays correspondent a des produits agricoles et ses dérivés industrialisés.

L'Uruguay est un pays producteur et exportateur de viande (bovine et ovine), poisson, de produits laitiers, de fruits (oranges et mandarines), riz, vin.

En 2014, les principaux produits exportés furent le soja, la viande bovine, les produits laitiers, la cellulose, le riz, du concentré de boissons.

La Chine fut à nouveau la principale destination des ventes uruguayennes en 2014, suivie de très près par le Brésil. Ces deux marchés représentent 40% des exportations de biens de l'Uruguay.

Dans les faits les plus marquants de l'année 2014 ont peut citer que pays a commencé à produire et à exporter de la cellulose de l'Usine de Montes del Plata. Cela a impliqué une augmentation des exportations de cellulose qui sera en 2015 un des produits principaux d'exportation de l'Uruguay.

Ce fut aussi une année record pour les exportations de viande bovine. Si l'on ajoute aux exportations de viande congelée et réfrigérée des abats et des sous-produits de la viande bovine, ce secteur dépasse le soja comme principal produit exporté.

Ont en outre commencé les exportations de viande ovine aux Etats-Unis. D'autre part, cette même année, des négociations ont débuté afin d'introduire le produit non désossé dans l'Union Européenne.

Les exportations de citriques aux Etats-Unis ont dépassé les US\$ 7 millions en 2014. Ce marché s'est positionné parmi les 6 principales destinations d'exportation de l'Uruguay pour ce produit.

Durant les huit premiers mois de l'année 2015, les exportations ont diminué de 12,9% et ont accumulé neuf reculs consécutifs. La Chine qui est le principal marché pour les exportations uruguayennes se ralentit et le Brésil qui la deuxième destination est en récession. Comme d'autres pays d'Amérique latine, l'Uruguay est affecté par la baisse du prix des "commodities". Le prix du soja a chuté de 6% en Août 2015. Ont également diminué dans ce qui va de 2015, les ventes à l'étranger de produits laitiers (27,5%), le riz (26,5%) et la viande (2,1%), le seul secteur en hausse de 25,6% étant le bois.

Malgré le contexte actuel le secteur offre encore de nombreuses des opportunités pour les firmes belges actives dans les biens d'équipement agricole (qui n'ont pas de taxes à l'importation), les génétiques et technologies bovines, ovines, porcines, equines et aviaires. Les fertilisants, engrais et insecticides, produits vétérinaires, désinfectants, médicaments et nutrition à usage animal ont aussi de grandes des possibilités. Il peut aussi y avoir un marché pour les technologies pour l'industrie alimentaire (viande, poisson et laitière). Tous les services liés à ce secteur peuvent avoir des débouchés comme par exemple la consultance spécialisée dans le contrôle de fruits frais, le traitement des odeurs et les services pour mitiger l'impact de ses activités sur l'environnement

Logistique

L'Uruguay se positionne comme une plate-forme logistique à partir de laquelle les entreprises exportatrices internationales centralisent leurs stocks de marchandises destinées à être distribuées à l'échelle régionale. Cela est dû à l'existence d'avantages compétitifs de la région, parmi lesquels on peut citer : sa

situation géographique stratégique, l'expérience dans la prestation de services logistiques, des avantages fiscaux en vigueur pour le développement de centres de distribution régionale dont les zones franches, ports francs, aéroports libre.

Les entrepôts en zones franches permettent par exemple de stocker et effectuer divers procédés pour les marchandises sans payer de droits de douane, taxes à l'importation et à l'exportation ni d'impôt sur le revenu.

À l'heure actuelle un grand nombre de sociétés pharmaceutiques internationales et nationales distribuent leurs produits dans la région en utilisant ces schémas : BAYER, Roche, Merck Serono, Abbot, Megapharma et dans d'autres secteurs SKF, Nike, Du Pont, Louis Dreyfus Commodities, Trafigura.

Des firmes développant du software ainsi que des « calls centers » ou des « shared service centers » opèrent aussi sous cette modalité. L'exemple le plus remarquable est l'installation en 2002 de TATA Consultancy Services (TCS) en Zone Franche de Montevideo. Cette firme offre depuis Montevideo des solutions IT, du Business Process Outsourcing (BPO). Actuellement TCS Uruguay compte avec plus de 800 professionnels travaillant en Uruguay.

La firme belge GIS a installé en 2012 un call center dans la Zone franche de services « World Trade Center Free Zone » elle emploie 15 personnes. Son domaine d'activités est l'achat centralisé pour des firmes multinationales qui ont des investissements dans la région.

REGIMES FAVORABLES :

- **Port libre de Montevideo**

Premier et unique port franc sur la côte atlantique de l'Amérique du Sud.

Le port de Montevideo est le port naturel le plus profond de la région est une entrée naturelle vers celle-ci. Il reçoit des lignes de monde entier et concentre le commerce d'import-export et le transit. Montevideo est le premier terminal de la côte atlantique d'Amérique du Sud qui opère sous un régime de "Port Libre".

Ce régime établit la libre circulation des marchandises sans avoir besoin d'autorisations ou de remplir certaines formalités. Lors de sa durée dans l'enceinte douanière du port, les marchandises sont exemptes de tous les droits et de taxes applicables à l'importation.

La principale différence par rapport aux zones franches et que la marchandise peut être stockée, groupée, consolidée-déconsolidée mais ne peut pas être modifiée.

Il a fallu 10 ans à Montevideo pour devenir le port Hub de la région, le plus compétitif avec les plus haut taux de productivité et fiabilité. .

Le port de fret conteneurisé de Montevideo fonctionne essentiellement de deux façons:

- -Le fret intérieur formé par les exportations et les importations. Le volume de cette charge est limité par la taille de l'économie et représente environ 50 % du marché.
- Les opérations de transbordement. Ces mouvements sont principalement composés des exportations argentines (80 %) et un peu du Paraguay et le Brésil (20 %). Ce marché nécessite beaucoup d'efficacité, la productivité et de faibles coûts, couplés avec les conditions naturelles de l'emplacement et la profondeur du port de Montevideo.

Une mesure Argentine (de novembre 2013) qui interdit le transbordement de produits d'exportation venant d'Argentine dans les pays du Mercosur avec lesquels elle n'a pas d'accord maritime (c'est le cas de l'Uruguay), a déclenché une forte inquiétude en Uruguay.

Cette mesure Argentine est en violation du traité d'Asunción qui garantit la libre circulation des biens et des services et le traité de Montevideo sur la liberté de prestation de services portuaires et de la logistique au sein du Mercosur. Malgré cette mesure, les acteurs locaux de logistique portuaire ont réussi, via de nouveaux clients en provenance du Paraguay et l'augmentation remarquable des équipements arrivant au port de Montevideo pour les parcs d'éoliennes, à atténuer les pertes.

- **Les zones franches**

L'Uruguay possède aussi l'avantage des **zones franches** comme porte d'entrée vers cette région. Il existe actuellement douze zones franches (Zona Franca de Rivera, Zona Franca Colonia, Nueva Palmira, Zonamerica Montevideo, San José, Floridasur, Río Negro, Nueva Helvecia et Libertad, World Trade Center Free Zone, Aguada Park, Parque de las Ciencias).

Ces ZF sont conçues pour qu'à l'intérieur s'y développent les activités suivantes:

- Commercialisation, stockage, fractionnement, montage, démontage et autres opérations qui n'impliquent pas l'industrialisation de marchandises et de matières premières.
- Installation et fonctionnement d'établissements manufacturiers.
- Services professionnels, financiers, informatiques et de réparations et entretiens.

Les sociétés qui opèrent dans ces Zones Franches, bénéficient des conditions suivantes:

- -exonération de tous les impôts nationaux, l'entrée et la sortie de biens sont exemptes de tout tribut. La sortie de biens des Zones Franches est exempte de tout tribut et dans le cas où les biens sont introduits dans le territoire national (Uruguay), ils sont supposés être des importations, tout en devant payer les droits de douanes correspondants.

De même, les marchandises originaires des Zones Franches uruguayennes qui entrent dans des pays tiers devront payer les droits de douanes correspondants. Dans le cas particulier du MERCOSUR, elles sont sujettes aux droits de douanes externes communs en vigueur pour les marchandises provenant de l'extérieur de la zone MERCOSUR.

Energie

L'Uruguay possède de vastes ressources naturelles pour le développement de sources d'énergie renouvelables, dont l'hydroélectricité, l'énergie éolienne, l'énergie solaire et la biomasse.

Le pays a misé à une plus grande diversification de la matrice énergétique, en intégrant les ressources locales, en particulier de nature renouvelable. Parmi les objectifs fixés pour 2015, il y a l'incorporation de 1000 MW d'énergie éolienne, 200 MW de biomasse et 50 MW d'énergie hydroélectrique (petite sources).

Plusieurs multinationales ont investi dans les énergies renouvelables en Uruguay, aussi bien dans la production d'électricité comme en biocarburants.

Objectifs à moyen terme et court terme:

- Avoir 15% de la production d'électricité à partir de sources renouvelables
- Qu'au moins 30% des résidus agro forestiers soient utilisés pour la production d'énergie
- Qu'au moins 10% du carburant utilisé dans le transport de fret et de passagers provienne de sources d'énergie alternatives
- En termes de production d'énergie éolienne il est prévu de mettre en place plus de 1000 MW, par rapport à la biomasse une capacité installée de 200 MW, alors que 50 MW pour les mini-centrales hydroélectriques.
- Poids du pétrole dans le mix énergétique inférieur à 45%

Objectifs à long terme:

- Avoir terminé l'exploration du pétrole et du gaz
- Avoir testé les combustibles fossiles indigènes (schiste).
- Processus intégrateur des nouvelles sources d'énergie très avancé
- Culture d'efficacité énergétique
- Entreprises locales produisant des intrants énergétiques

Dans les dix dernières années, des projets ont été mis en place permettant à l'Uruguay d'accroître sa capacité de puissance installée à partir d'énergies renouvelables.

Il y a un cadre réglementaire clair en ce qui concerne l'achat et la vente de l'énergie produite par des acteurs privés à UTE (la Régie Publique de l'Electricité), avec des procédures transparentes et agiles.

Actuellement 550 mégawatts d'énergie éolienne sont en service.

En 2015 une moyenne de 15% de l'énergie du pays proviendra des parcs éoliens. Il reste encore plusieurs projets en phase initiale. D'après les autorités que nous avons consultées ils arriveront à avoir 1400 mégawatts d'énergie éolienne en 2016.

Les énergies renouvelables sont donc une réalité en Uruguay. Pendant le mois de septembre 2015, 99,97% de la fourniture d'électricité a été obtenue par des sources renouvelables. L'énergie éolienne a atteint 25,48%, la biomasse 9,8% et le photovoltaïque 1,37%. Le reste de la production a été réalisée au barrage de Salto Grande et du Rio Negro. Le photovoltaïque va augmenter de façon soutenue les prochaines années.

-L'exploration pétrolière et gazière dans la plate-forme maritime continue. La construction du terminal de regazéification a été interrompue cette année. Les sociétés ayant gagné l'appel d'offres, GDF Suez (France) et Marubeni (Japon) sont actuellement en négociations pour la résiliation du contrat à l'amiable avec le gouvernement. Le projet recommencera avec un modèle différent en 2016 ce qui impliquera également l'investissement de plusieurs centaines de millions de dollars

- Les travaux pour la construction d'une centrale thermoélectrique de cycle combiné d'une capacité de 360 MW sont en cours.

Environnement

La croissance explosive des secteurs exportateurs de viande (abattoirs), traitement de cuir, secteur laitier, culture de soya et présence de feedlots provoque un débordement d'effluents et de produits agrochimiques dans les eaux. Il existe aussi une préoccupation de ce gouvernement de fortifier les

capacités du pays pour la conservation de la biodiversité, la génération d'énergies alternatives, et le maniement et la réduction de polluants.

Il reste beaucoup à faire dans ce secteur ou qui offre de nombreuses possibilités pour des firmes belges actives dans le consulting environnemental, la fabrication d'équipements et produits pour le monitoring et le traitement des eaux, des résidus ainsi que des odeurs.

Terre :

80% de la pollution est considérée comme «floue», car elle est provoquée par la production agricole dans les sols ou les champs de cultures, de fourrage pour l'alimentation du bétail et la production laitière ou d'élevage.

Les sources de pollution industrielles (comme les tanneries), les sites de stockage définitif de résidus solides et les sorties de plantes de traitement polluent de l'ordre de 5%.

Eau :

Les prochains investissements d'OSE (l'administration publique de l'eau) pour l'eau potable seront les suivants :

Deux nouvelles usines de potabilisation, une à Durazno (investissement de 12 millions USD) et l'autre à Mercedes (8 millions de USD) ainsi que l'amélioration d'usines dans neuf localités.

OSE va acheter des filtres de charbon activé granulaire (AACC) pour « Aguas Corrientes » qui s'alimente du fleuve Santa Lucia et fournit toute l'eau potable de la capitale et la zone métropolitaine. Le montant prévu est de 60 millions de USD. Des filtres de charbon activé granulaires seront aussi achetés pour la « Laguna del Sauce » pour un montant de 12 millions de USD.

Ce même organisme va construire, dans le prochain quinquennat plusieurs stations d'épuration : à la ville de Salto (20 millions de USD), à Fray Bentos (12 millions de USD), à Colonia (6 millions de USD) , à Paysandú (16 millions de USD) , à San Ramón, Fray Marcos, Santa Lucia (30

millions de USD), à la Paz-las Piedras (60 millions de USD), à la Capuera (20 millions de USD) et pour finir le plus grand en termes d'investissements sera le Plan Intégral de la Cuenca del Plata (100 millions de USD).

Par ailleurs le Ministère de l'Environnement prépare le budget pour les 5 prochaines années. Ils sont à la recherche d'équipement de monitoring de l'eau pour couvrir les situations suivantes:

- Dans les lacs naturels et les réservoirs avec des surfaces de l'ordre de 5 à 100 km²: ils sont intéressés à mesurer principalement: la turbidité, de la chlorophylle, le phosphore et l'azote.
- dans les rivières où il y a des prises d'eau potable : ils recherchent des stations automatiques en ligne en amont pour détecter les anomalies de la qualité de l'eau.
- Dans les rivières communes : stations automatiques, pas nécessairement en ligne les principaux paramètres à mesurer sont des nutriments de phosphore, de l'azote et de la chlorophylle.
- Des capteurs plus simples, pour déterminer le pH, la conductivité, OD, etc., dans des endroits stratégiques où il pourrait y avoir un déversement illégal de l'industrie.

Résidus solides

La Présidence de la République et le Bureau de la planification et du budget (OPP), en accord avec le Congrès des Maires a initié les actions pour la mise en route d'un appel d'offre pour les déchets solides en région métropolitaine en 2013. L'objectif initial du projet « Solution pour la récupération et l'élimination des déchets » est la conception, l'installation et l'exploitation d'une usine de déchets de récupération d'énergie dans la région métropolitaine à un minimum de 1 600 tonnes par jour.

Le projet comprend également la conception, la fourniture et l'installation de jusqu'à 16 décharges sanitaires de dernière technologie avec une capacité d'au moins de 50 tonnes par jour, située dans les différents départements.

Ce se trouve actuellement en « stand By » mais devrait être relancé par les nouvelles autorités municipales et nationales.

Secteur médical

Avec la mise en place du nouveau système National Intégré de Santé (SNIS) en 2008, l'Uruguay a profondément modifié son système de santé.

Plus de 200 000 personnes ont été incorporés dans la couverture globale de la santé. Parallèlement, le nombre de membres des mutuelles a augmenté de plus de 300 000 personnes.

Ce processus d'intégration a cependant introduit des tensions dans les mutuelles, souffrant déjà de problèmes financiers avant que ce système ait été mis en place. L'arrivée massive de nouveaux membres a augmenté les problèmes et a diminué la qualité des services.

Avec la réforme, on assiste à un nivellement du secteur public face au privé. Des grands réinvestissements sont réalisés par le gouvernement sur plusieurs aspects dont l'achat de nouvelles technologies de pointe, rénovations du matériel de traitement et augmentation quantitative de ce matériel.

Les réinvestissements massifs dans le secteur public en équipements ont été notoires (centralisés par le Ministère de la Santé Publique) et moins fréquents dans les mutuelles ou cliniques privées.

Cette situation a évolué et les mutuelles et cliniques privées ont, fait aussi d'importants investissements en nouvelles infrastructures et équipements plus modernes. La forte croissance du revenu des ménages des dix dernières années en même temps que l'appréciation du peso uruguayen face au dollar, a permis l'augmentation de la consommation de produits de qualité supérieure. L'industrie pharmaceutique nationale a connu une croissance soutenue ces dernières années, stimulée par la hausse des ventes dans les deux marchés (intérieur et des exportations), qui a été accompagné par une importante augmentation des investissements.

Les perspectives pour le secteur pharmaceutique en Uruguay sont encore bonnes malgré le ralentissement de l'économie et la dépréciation du peso uruguayen.

L'industrie pharmaceutique uruguayenne est composée d'une centaine de laboratoires. Les acteurs peuvent être classés en trois groupes : ceux qui ont des installations industrielles (produisant des génériques ou similaires) dans le pays et qui en plus de leurs propres lignes représentent des entreprises internationales ; ceux qui ont seulement des représentations de laboratoires étrangers et dont les médicaments vendus sont importés; ou les filiales de sociétés multinationales qui produisent des médicaments brevetés à échelle mondiale, ces derniers ne produisent pas localement mais importent ou utilisent les zones franches uruguayennes pour distribuer leurs produits dans la région.

Le chiffre d'affaires du secteur est estimé à 481 Millions d'USD. Les exportations uruguayennes de ce secteur ont augmenté ces dix dernières années mais l'augmentation des importations a été encore plus importante, d'où le solde commercial négatif.

La structure des canaux de distribution de médicaments est définie par l'existence de trois segments caractéristiques qui sont : les chaînes privées de pharmacies, les mutuelles et les hôpitaux et centres de santé publique (ASSE-Ministère de la Santé). Chacun de ces canaux a des caractéristiques différentes, des volumes, des conditions de paiement, niveaux de prix déterminés. Selon les derniers chiffres les pharmacies ont canalisé 42% des ventes de médicaments, les mutuelles de 36% et l'Etat 22%.

Le marché pharmaceutique uruguayen est un marché présentant un haut niveau d'exigences sur les plans légal et réglementaire pour l'importation et la distribution des produits relevant de cette catégorie. Cette particularité ne devrait cependant pas être bloquante pour les sociétés belges.

Il s'agit d'un marché compétitif notamment de par les marges pratiquées par les acteurs traditionnels des circuits de distribution et les pratiques imposées par les points de vente.

Il y a des opportunités pour l'équipement pour hôpitaux et cliniques, les instruments et technologies pour chirurgie, anesthésie, les kits de diagnostics, produits pharmaceutiques et para pharmaceutique, aromathérapie et phytothérapie et les articles médicaux à usage unique.

Les médicaments à usage humain sont la principale importation uruguayenne en provenance de la Belgique.

Recommandations

- Les uruguayens sont prudents, voire méfiants. Les relations personnelles et directes dans leur langue sont toujours appréciées. Aller droit au but peut paraître choquant lors d'un premier entretien.
- L'Uruguay est peuplé quasi exclusivement de descendants directs d'européens et possède d'une tradition européenne très forte. Le pays est, à ce titre atypique, par rapport au reste de l'Amérique latine.
- Par rapport aux femmes exportatrices il n'y pas de différence particulière à signaler. La culture de l'Uruguay est dominée par les traditions européennes et en particulier par la culture espagnole et italienne.
- Les uruguayens s'habillent sobrement et portent rarement des couleurs vives. Dans le milieu des affaires, les femmes ont tendance à s'habiller avec sobriété, le tailleur foncé étant très courant.
- Beaucoup de femmes uruguayennes occupent des postes de décision au sein de PME et de grandes entreprises mais aussi dans l'administration publique, il y a par exemple cinq femmes Ministres actuellement.
- Les hommes d'affaires uruguayens peuvent poser des questions plus familiales dès la première rencontre si le partenaire commercial est une femme.
- Travailler dans ce pays, malgré sa taille modeste, ne s'improvise pas.
- La corruption n'est pas un vrai problème dans le pays et le système judiciaire est indépendant bien qu'il soit encore très lent.
- Bien se renseigner sur les législations en vigueur, notamment pour accéder au marché du Mercosur.

- Certains peuvent être "frustrés" par le temps perdu à s'acquitter des formalités administratives, mais ceci ne devrait pas décourager les exportateurs belges.
- Il peut s'avérer utile de s'associer avec des Uruguayens et de recourir à leur savoir-faire.
- Profitez au mieux des avantages qu'offrent les zones franches et le "port franc" de Montevideo.
- Dans le cadre d'une stratégie régionale, le pays peut servir de centre de distribution.